



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cahier des clauses techniques particulières

DGAL-2025-015

**Évaluation du montant de la compensation financière annuelle calculée par les
laboratoires d'analyses agréés bénéficiant d'un mandat de service d'intérêt
économique général (SIEG) en application des articles R. 202-20-6 et R. 202-20-7
du code rural et de la pêche maritime**

Direction générale de l'alimentation
Service du pilotage de la performance sanitaire et de
l'international
Sous-direction du pilotage des ressources et des
services

251 rue de Vaugirard

Secrétariat général
Service des affaires financières, sociales et
logistiques
Sous-direction de la logistique et du patrimoine
Bureau de la commande publique et des achats

78 rue de Varenne

Sommaire

1.Contexte.....	3
1.1. Le réseau de laboratoires agréés du ministère chargé de l’agriculture.....	3
1.2. La commande publique d’analyses officielles.....	3
2. Objet du marché.....	4
3. Contenu des prestations attendues	6
3.1 Sélection des laboratoires à auditer	6
3.2 Réalisation des audits	6
3.3 Rapport de synthèse global.....	7
4. Calendrier de réalisation des prestations	8
5. Modalités de réalisation des prestations.....	8
5.1. Désignation des acteurs.....	8
5.2. Modalités de pilotage et montant des prestations.....	8
5.3. Livrables.....	9
5.4. Aspects logistiques.....	9
6. Suivi de l’exécution du marché	9

1. Contexte

1.1. Le réseau de laboratoires agréés du ministère chargé de l'agriculture

Les laboratoires d'analyses intervenant dans les domaines de la santé animale, de la santé des végétaux et de la sécurité sanitaire des aliments, peuvent réaliser des analyses à des fins différentes :

- analyses officielles, demandées et financées par l'Etat, en particulier par le ministère chargé de l'agriculture,
- autres analyses réalisées pour le compte d'opérateurs privés dans le cadre de leurs autocontrôles ou pour le compte des collectivités locales.

Conformément à l'article R.200-1 du code rural et de la pêche maritime (CRPM), les analyses officielles sont réalisées à la demande du ministère chargé de l'agriculture sur les échantillons prélevés dans le cadre des contrôles officiels. Le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques dispose, à son article 37, que les autorités compétentes des Etats membres désignent des laboratoires officiels chargés d'effectuer les analyses, les essais et diagnostics sur les échantillons prélevés au cours des contrôles officiels et autres activités officielles.

En France, l'article L.202-1 du CRPM prévoit que les laboratoires désignés comme officiels au sens de l'article 37 du règlement (UE) 2017/625 sont ceux habilités par le ministère chargé de l'agriculture sous la forme d'un agrément. Les dispositions applicables aux laboratoires agréés sont fixées aux articles R.202-8 à R. 202-20-7 du CRPM. Les agréments sont délivrés à un laboratoire par site, pour un ou plusieurs types d'analyses. Les laboratoires agréés peuvent être de statut public ou privé.

Les listes de laboratoires agréés par le ministère chargé de l'agriculture dans les domaines de l'alimentation, de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux sont publiées sur la page suivante :

<https://agriculture.gouv.fr/les-laboratoires-designes>

1.2. La commande publique d'analyses officielles

Le mandat SIEG national

Le décret n° 2023-1358 du 28 décembre 2023 relatif aux obligations de service public dont sont chargés les laboratoires agréés en application des troisième et cinquième alinéas de l'article L. 202-1 du code rural et de la pêche maritime consolide dans le CRPM les dispositions de niveau réglementaire applicables aux laboratoires d'analyses agréés. Il précise la nature des obligations de service public confiées aux laboratoires agréés et crée des dispositions relatives à leur financement. Il précise les conditions de compensation du coût de ces obligations par l'Etat, et donne une base légale pour la formalisation de mandats SIEG, qui permettent d'encadrer les aides publiques à la condition que la séparation comptable entre missions de service public et activités concurrentielles soit bien assurée, sur la base d'une grille de comptabilité analytique harmonisée.

Ainsi, l'article R. 202-20-6 du CRPM dispose que les laboratoires agréés perçoivent une compensation au titre des obligations de service public dont ils sont chargés en application des articles 37, 38 et 39 du règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017. L'article R. 202-20-7 précise que ces dispositions sont encadrées par une convention-cadre de mandat de service d'intérêt économique général (SIEG), conclue pour une durée de 5 ans renouvelable, conforme au modèle-type annexé à un arrêté du ministre chargé de l'agriculture, qui décrit la nature des obligations de service public couvertes, les mandataires et le territoire concerné, le mécanisme de

compensation, de contrôle, de récupération d'éventuelles surcompensations et de modification ou résiliation éventuelle. Cette convention-cadre SIEG est complétée par une convention financière SIEG annuelle, qui fixe les paramètres de calcul de la compensation, ainsi que ses modalités de versement.

L'arrêté ministériel du 9 février 2024 pris pour l'application de l'article R. 202-20-7 du CRPM (NOR : AGRG2402180A), modifié par l'arrêté du 6 juin 2024, complète le dispositif et définit :

- en annexe 1, le modèle-type de la convention cadre SIEG,
- en annexe 2, le modèle-type de la convention financière SIEG annuelle,
- en annexe 3, la clé de répartition des charges et des recettes liées à la réalisation des obligations de service public et à la réalisation des autres activités par les laboratoires agréés. Cette grille de comptabilité analytique harmonisée permet de calculer la compensation financière allouée aux laboratoires agréés pour les activités relevant des obligations de service public qui leur sont confiées.

De manière à s'assurer que l'activité réalisée dans le cadre du mandat SIEG ne vienne pas financer l'activité concurrentielle du laboratoire, le modèle de convention prévoit que le montant de la compensation financière n'excède pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations de service public, ainsi qu'un bénéfice raisonnable, qui ne peut dépasser 5 %.

En application de ces dispositions, à compter de l'année 2024, chaque laboratoire, qu'il soit public ou privé, disposant au moins d'un agrément délivré par le ministre chargé de l'agriculture, et réalisant des analyses commandées et payées par la direction générale de l'alimentation (DGAL) ou les services déconcentrés intervenant pour son compte (DD(ETS)PP, DRAAF, DAAF), est tenu de signer une convention-cadre SIEG et une convention financière SIEG annuelle. Ces conventions sont signées entre le représentant du laboratoire et le représentant de l'Etat territorialement compétent en vertu du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, soit le préfet du département dans lequel se situe le siège du laboratoire concerné.

Ce dispositif a pour objectif de garantir que les coûts des missions de service public confiées par l'Etat à chacun des laboratoires agréés relevant d'un mandat SIEG national sont intégralement compensés, sans surcompensation, ni sous-compensation.

Les conventions techniques et financières de prestations

Chaque service déconcentré en charge des contrôles officiels et autres activités officielles pour le compte de la DGAL (DD(ETS)PP / DRAAF / DAAF), établit par ailleurs chaque année avec les laboratoires agréés de son choix (par site), des conventions de prestations. Ces conventions précisent les modalités techniques et financières (notamment les tarifs) de réalisation des analyses officielles dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé animale et de la santé des végétaux, et les volumes prévisionnels d'analyses.

Les conventions établies dans le cadre du mandat SIEG sont indépendantes des conventions techniques et financières de prestations signées chaque année entre les DD(ETS)PP / DRAAF / DAAF et les laboratoires. Ces conventions de prestations génèrent des recettes pour les laboratoires, recettes qui sont prises en compte dans le calcul de la compensation prévue par les conventions SIEG.

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'audits comptables et financiers indépendants destinés à contrôler l'exactitude du montant de la compensation financière calculé par les laboratoires bénéficiant d'un mandat SIEG en application des articles R. 202-20-6 et R. 202-20-7 du CRPM.

La DGAL, autorité compétente garante des dépenses associées au budget du programme 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation », souhaite la réalisation d'audits prévus à l'article 6.3 du modèle de convention-cadre (annexe 1 de l'arrêté du 9 février 2024 modifiée par l'arrêté du 6 juin 2024).

Il s'agit d'évaluer la fiabilité des modalités de calcul de la compensation mises en œuvre par les laboratoires agréés relevant d'un mandat SIEG national.

Cette expertise portera annuellement sur un échantillon de laboratoires du réseau de laboratoires agréés.

La sélection sera réalisée sur la base d'une analyse de risque. Les critères suivants seront pris en compte :

- statut juridique (public, privé, semi-public),
- nombre de sites,
- taille des effectifs,
- domaines d'activité,
- nombre et nature des agréments,
- taux de couverture des dépenses par les recettes pour les analyses relevant du mandat SIEG,
- volume d'activité (si disponible).

La liste des critères de sélection pourra être complétée par la DGAL.

Quelques laboratoires seront audités chaque année pour évaluer les montants de compensation correspondant aux années 2024 à 2027. Les audits seront donc conduits sur la période 2026-2029.

3. Contenu des prestations attendues

3.1 Sélection des laboratoires à auditer

A la notification du marché, le ministère chargé de l'agriculture remettra au titulaire :

- la liste des références réglementaires et infra-réglementaires afférentes au mandat SIEG national laboratoires,
- la liste récapitulative des agréments attribués à chaque laboratoire agréé,
- la liste des laboratoires agréés ayant signé une convention de mandat SIEG telle que prévue à l'article R. 202-20-7 du CRPM, précisant leur statut juridique et, le cas échéant, le nombre de sites,
- les montants de compensation 2024 et les montants prévisionnels de compensation 2025 pour chacun des laboratoires.

Les laboratoires à auditer sur la compensation versée au titre de l'année N-1 seront choisis au quatrième trimestre de l'année N. Les critères pris en compte pour la sélection de chaque laboratoire seront communiqués par le ministère chargé de l'agriculture (DGAL) au titulaire. À partir de ces critères, le titulaire élaborera la liste des laboratoires à auditer en année N+1.

Une réunion sera organisée par le titulaire avec les représentants du ministère chargé de l'agriculture (DGAL), avant le 15 décembre de l'année N, pour échanger sur les laboratoires sélectionnés et présenter le calendrier des audits programmés au premier semestre de l'année N+1.

La liste définitive des laboratoires retenus et le calendrier prévisionnel d'intervention seront arrêtés avant le 31 décembre de l'année N.

3.2 Réalisation des audits

Pour chaque laboratoire sélectionné, les documents suivants seront transmis par la DGAL au titulaire :

- Convention-cadre pluriannuelle en vigueur ;
- Convention financière annuelle de compensation dont la volumétrie financière prévisionnelle de la compensation occasionnée par l'activité SIEG pour l'année considérée ;
- Attestation de conformité du montant final de la compensation, détaillant les charges et les recettes, établie par le commissaire au compte (ou équivalent indépendant) ;
- Rapport d'activités annuel du laboratoire.

Sur demande de la DGAL, le titulaire pourra être accompagné lors des audits d'un membre du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).

Le titulaire pourra solliciter directement le laboratoire pour obtenir les documents complémentaires nécessaires à son expertise :

- Conventions techniques et financières de prestations signées avec les DD(ETS)PP, DRAAF/SRAL, DAAF/SALIM pour chacun des sites du laboratoire ;
- Pièces comptables et documents justificatifs nécessaires au suivi et à l'évaluation de l'exercice de la mission réalisée au cours de l'année considérée ;
- Tout autre document utile.

Le titulaire mettra le représentant de la DGAL en copie du courrier de demande de pièces complémentaires et informations à recueillir en vue de son expertise, sous réserve de leur disponibilité, adressé au laboratoire.

A partir de ces éléments, le titulaire du marché assurera les prestations suivantes :

- a) Analyse des documents transmis ;
- b) Vérification de la séparation effective des activités relevant du SIEG de celles réalisées hors SIEG ;
- c) Analyse des modalités de répartition des coûts (directs ou communs) en fonction de l'activité et/ou par clé entre activités relevant du mandat SIEG national et autres activités ;
- d) Vérification que les recettes affectées à l'activité SIEG relèvent des obligations de service public dont l'Etat assume la charge budgétaire ;
- e) Vérification des modalités de calcul de la compensation, notamment de l'application des clés de répartition des coûts et des recettes fixées dans la grille de comptabilité analytique (annexe 3 de l'arrêté du 9 juin 2024) ;
- f) Analyse de l'écart éventuel entre le coût net prévisionnel et le coût net final réalisé (analyse de la rigueur de gestion du budget) ;
- g) Attestation du coût net définitif au titre de l'exercice contrôlé. Cette attestation du coût net doit permettre de contrôler que les recettes issues de l'activité du SIEG ne couvrent pas plus que les coûts réellement supportés avec un bénéfice raisonnable de 5%.

Le titulaire établira un rapport d'audit pour chacun des laboratoires audités avant le 30 juin de l'année N+1.

3.3 Rapport de synthèse global

Un rapport de synthèse global annuel, présentant notamment les recommandations identifiées au vu des constats relevés au cours des audits conduits sur l'exercice de l'année N-1, sera rédigé par le titulaire et remis à la DGAL avant le 31 août de l'année N+1.

3.4 Transfert de compétences

Sur demande du Ministère, le titulaire réalisera :

- Un pas-à-pas méthodologique (support écrit de 25 pages maximum) sur la manière de mener un audit comptable et financier des laboratoires bénéficiant d'une compensation pour le SIEG ;
- Un guide (support écrit de 8 pages) d'analyse d'une pièce comptable particulière permettant d'identifier les informations nécessaires au contrôle de la compensation.

Le titulaire pourra également être amené à mener une session d'accompagnement méthodologique.

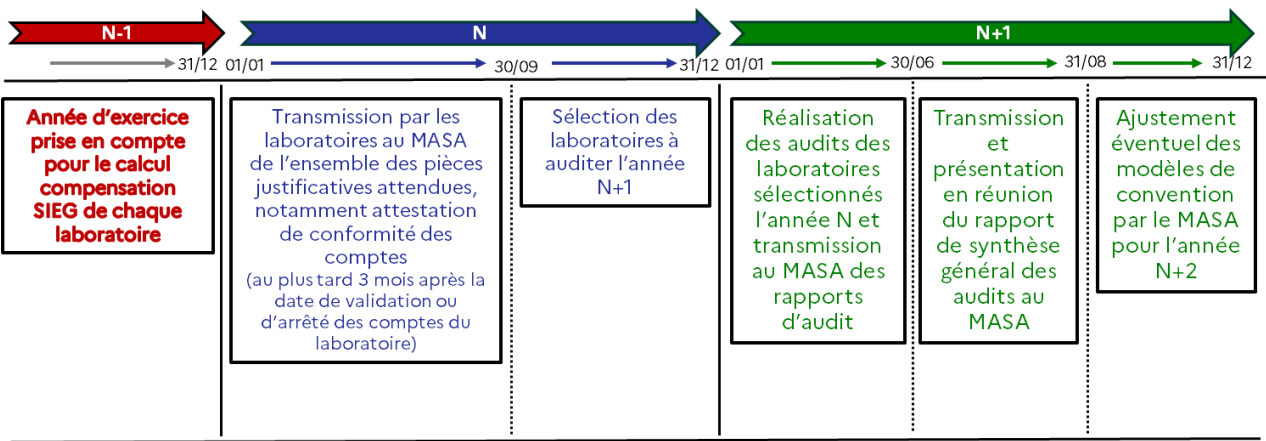
Ces sessions seront calibrées sur une durée de 3 heures. Après un balayage de la méthodologie adaptée pour ce type d’audit, la session sera consacrée à des travaux sur étude de cas à partir des pièces comptables recueillies dans le cadre de l’exécution du marché. Le groupe de travail sera au plus composé de 6 personnes.

4. Calendrier de réalisation des prestations

Les prestations sont réalisées à compter de la première année de mise en œuvre du mandat SIEG (2024). Pour cet exercice, la sélection des laboratoires à auditer interviendra au dernier trimestre de l’année 2025, après la réception par le ministère chargé de l’agriculture de l’ensemble des pièces justificatives attendues (au plus tard 3 mois après la date de validation ou d’arrêté des comptes du laboratoire considéré).

Les premiers audits seront conduits au premier semestre de l’année 2026.

Le même calendrier sera appliqué pour les années suivantes, selon le schéma de réalisation suivant :



Le nombre de laboratoires visé par les prestations prévues à l’article 3 pourra varier selon les années et les laboratoires sélectionnés. De trois à six laboratoires seront audités chaque année N+1, de 2026 à 2029, au titre de l’exercice de l’année N-1.

5. Modalités de réalisation des prestations

5.1. Désignation des acteurs

Le titulaire désignera un interlocuteur opérationnel chargé d’assurer le suivi de la prestation avec le représentant du ministère chargé de l’agriculture.

Chaque laboratoire d’analyse sélectionné sera sollicité par le représentant du ministère chargé de l’agriculture pour désigner un représentant qui sera l’interlocuteur privilégié du titulaire au cours de la prestation.

5.2. Modalités de pilotage et montant des prestations

Au sein du ministère chargé de l'agriculture, la prestation est pilotée par la DGAL et plus particulièrement par le bureau des laboratoires au sein de la sous-direction du pilotage des ressources et des services (SDPRS) du service du pilotage de la performance sanitaire et de l'international (SPPSI). Le lancement du marché fait l'objet d'une réunion avec les représentants du ministère chargé de l'agriculture (DGAL) et du titulaire, à Paris.

La phase de préparation de chacun des audits donne également lieu à une réunion en amont avec les représentants de la DGAL et du titulaire, à Paris.

De son côté, le titulaire confirmera l'identité du responsable en charge de la coordination du marché (exécution des prestations et facturation).

Ces audits sont financés sur le programme 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation ».

5.3. Livrables

L'article 3 du présent CCTP précise les livrables attendus dans le cadre des prestations et le calendrier associé. Ces livrables sont transmis par voie électronique, avant la date fixée pour chacun à l'article 3, par le titulaire aux représentants du ministère chargé de l'agriculture, puis présentés et discutés au cours d'une réunion rassemblant les représentants du ministère chargé de l'agriculture et du titulaire. Cette réunion permet aux représentants du ministère chargé de l'agriculture de faire part de leurs demandes éventuelles de modifications, compléments, etc. Ces demandes sont prises en compte par le titulaire dans une nouvelle version du livrable. La version définitive du rapport doit être livrée 3 semaines au plus tard après la tenue de cette réunion.

Le titulaire du marché fournira les livrables sous une forme dématérialisée aux formats Office et PDF.

5.4. Aspects logistiques

L'organisation des réunions de pilotage est assurée par la DGAL pour ce qui concerne la réservation des salles de réunions et la convocation des participants. Ces réunions pourront se tenir en présentiel dans les locaux parisiens de l'administration centrale ou en distanciel selon les cas.

Le titulaire du marché prend en charge les moyens d'animation, la reprographie des supports et les relevés de décision s'il y a lieu.

Le titulaire prend à sa charge l'ensemble des frais de mission de ses intervenants aux réunions de pilotage avec la DGAL ainsi qu'aux réunions du comité de suivi du marché (cf. § 6. Suivi de l'exécution du marché).

Pour les éventuels déplacements sur site des laboratoires audités, le titulaire prend en charge l'organisation et les frais associés.

6. Suivi de l'exécution du marché

Un comité de suivi de l'exécution du marché est constitué. Il est présidé par la Directrice générale de l'alimentation ou son représentant.

Le titulaire du marché participera aux réunions du comité de suivi du marché :

- Une réunion de lancement, en présentiel, au cours de laquelle le titulaire présentera et

détaillera sa méthodologie ;

- Une réunion de présentation du calendrier d'intervention de l'année N+1, au dernier trimestre de l'année N ;
- Une réunion de préparation de chaque audit ;
- Une réunion de restitution annuelle des rapports d'audit et du rapport de synthèse de l'année N+1, en présentiel.

Le comité de suivi pourra par ailleurs se réunir en tant que de besoins à la demande du titulaire ou du ministère chargé de l'agriculture.

Les comptes rendus du comité de suivi seront rédigés par le titulaire du marché.